



THE LONDON SCHOOL
OF ECONOMICS AND
POLITICAL SCIENCE ■

Louisa Acciari

PhD Candidate, LSE Gender Institute,

l.acciari@lse.ac.uk

<http://blogs.lse.ac.uk/gender/>

Juillet 2016

« Beaucoup de testostérone et peu de couleur » ; les conséquences du coup d'Etat pour les droits des femmes et des minorités au Brésil¹

La presse internationale n'a pas manqué de relever la triste symbolique derrière l'impeachment/coup d'Etat : la destitution d'une femme présidente, au gouvernement plutôt mixte en terme de genre et d'ethnicité, par un groupe d'hommes blancs aisés. Le journal Britannique *The Guardian* titre « beaucoup de testostérone et peu de couleur »² pour décrire le gouvernement intérimaire, tandis que *The Independent* affirme qu'aucun gouvernement depuis la fin de la dictature n'a été aussi peu représentatif de la population brésilienne³.

La représentativité « descriptive », c'est-à-dire le fait d'avoir des élus qui ressemblent à leurs électeurs, a pu être opposée à la représentativité « substantive », comprise comme le fait que les élus portent les intérêts de leur électorat. Or, le fait que nos élus nous ressemblent n'est pas qu'une question cosmétique. L'absence systématique de certains groupes des instances représentatives reflète un problème structurel de répartition des pouvoirs au sein d'une société. Anne Phillips (1998) identifie quatre arguments en faveur d'une plus forte participation des femmes en politique : le fait que les femmes élues deviennent des modèles à suivre pour les autres, l'argument selon lequel les femmes feraient de la politique différemment, l'existence d'intérêts propres aux femmes ne pouvant être défendus que par les femmes elles-mêmes, et enfin, l'égalité des chances dans l'accès aux plus hauts postes de pouvoir.

¹ L'auteur tient à remercier Laure Mardoc pour la relecture.

² Watts, J. (2016) « A lot of testosterone and little pigment », in *The Guardian*, publié en ligne le 13/05/2016 : <https://www.theguardian.com/world/2016/may/13/brazil-dilma-rousseff-impeachment-michel-temer-cabinet>

³ Barcia, M. (2016) « Dilma Rousseff's impeachment was led by the white, wealthy men who now make up the Brazilian cabinet », in *The Independent*, publié en ligne le 15/05/2016 : <http://www.independent.co.uk/voices/dilma-rousseffs-impeachment-was-led-by-the-white-wealthy-men-who-now-make-up-the-brazilian-cabinet-a7030761.html>

Plusieurs études suggèrent que si l'effet des femmes élues sur le résultat des politiques publiques ou sur la pratique de la politique est relativement faible, les « questions de femmes » ont en revanche plus de chances d'entrer dans l'agenda politique lorsque plus de femmes sont présentes au gouvernement ou au parlement (Devlin & Elgie, 2008; Schwindt-Bayer & Mishler, 2005; Wängnerud, 2000). De même, Banducci, Donovan, and Karp (2004) montrent que l'élection de minorités ethniques a des effets positifs sur la participation de leur électeurat, ainsi que sur l'évaluation que celui-ci fait des institutions démocratiques. La représentation « descriptive » serait donc reliée à la représentation « substantive ».

La question de l'accès aux fonctions politiques, qui justifie la mise en place de quotas dans plusieurs pays, demeure également centrale, indépendamment de « l'effet de genre » des élues. Il semble peu défendable que dans un pays où la population est composée de 52% de femmes et de 51% de personnes non-blanches (IBGE, 2013), seuls des hommes blancs fassent partie du gouvernement⁴.

Mais au-delà de l'aspect symbolique, et du manque de représentation visible des femmes et de la population noire, qu'en est-il du programme du gouvernement intérimaire ? Quelles sont les conséquences de cette disparition de la diversité sur les droits des femmes et des minorités ? Bien qu'il soit trop tôt pour pleinement évaluer les actions du gouvernement Temer, ses premières semaines au pouvoir tendent à indiquer un tournant conservateur sur les questions de genre et d'égalité raciale.

La lente marche vers l'égalité sous Parti des Travailleurs

Le programme social le plus connu mis en place sous le Parti des Travailleurs (PT) est certainement le *Bolsa Familia*, souvent loué pour son impact sur la réduction de la pauvreté absolue (Pereira, 2015; Traldi & Almeida, 2012; Wylde, 2012). Ce programme consiste en une aide versée par l'Etat d'un montant d'environ 70R\$ par mois (17€) par enfant pour les familles les plus pauvres, sous condition de scolarisation de l'enfant et de visites médicales annuelles. Bien que ses effets en terme de genre et de race soient moins cités, ce sont cependant des éléments centraux du programme. En effet, 93% des bénéficiaires sont des femmes, transférant ainsi la responsabilité des dépenses du foyer sur les mères, et leur donnant une autonomie relative par rapport à leurs conjoints (Campello & Côrtes Neri, 2014). La pauvreté a également une couleur ; en 2013, 70% de la population noire était en situation de pauvreté, contre 46% de la population blanche (IPEA, 2013)⁵. L'un des résultats les plus significatifs du *Bolsa Familia* à cet égard est l'égalisation progressive des taux de scolarisation entre enfants noirs et enfants blancs (Campello & Côrtes Neri, 2014).

⁴ Le recensement national compte 4 catégories ethnico-raciales : blanc, noir/Afro-descendant, marron, qui comprend tous les degrés de métissage entre blanc, noir et indigène, et jaune, pour les populations indigènes ou d'origine asiatique. Dans les études sur la discrimination raciale, tous les « non-blancs » sont souvent regroupés. J'utilise ici les termes « blanc » et « noir » non pas comme des catégories figées ou biologiques, mais comme un marqueur politique et social. Les mouvements sociaux se sont par ailleurs réapproprié l'adjectif « noir » et l'héritage culturel afro-brésilien dans leurs luttes contre le racisme.

⁵ Le Ministère du développement social et lutte contre la faim définit la pauvreté comme un revenu per capita au sein d'un foyer inférieur à 678R\$ par mois, soit environ 170€.

Une des autres mesures emblématiques du PT a été l'introduction de quotas d'admission pour les candidats noirs et indigènes dans les universités publiques (Htun, 2004; Moehlecke, 2002). Une étude de (Cervi, 2013) montre que les quotas ont eu un effet plus positif sur les femmes que sur les hommes ; la proportion de femmes noires admises a augmenté plus vite que la proportion d'hommes noirs admis, bien que le *gender gap* persiste aussi bien parmi les candidats blancs que parmi les candidats noirs.

En 2013, la présidente Dilma Roussef a proposé une réforme constitutionnelle, devenue loi en juin 2015, qui par une modification de l'article 7 de la constitution étend certains droits du travail aux travailleuses domestiques⁶. Cette catégorie de travailleurs, composée de 93% de femmes et 61% de noirs (DIEESE, 2013), était exclue du code du travail depuis son adoption en 1940. Les travailleuses domestiques continuent d'être parmi les plus précaires, avec seulement 30% travaillant de manière déclarée, pour un salaire moyen inférieur de 60% à celui des autres salariés.

S'agissant des droits des femmes stricto sensu, Lula a promulgué en 2006 la loi Maria da Penha qui reconnaît les violences domestiques (sexuelles, physiques, et morales) comme un crime⁷. En 2013, Dilma a modestement étendu les possibilités de recours à l'avortement pour les cas d'anencéphalie – une absence partielle ou totale de cerveau chez le fœtus, le condamnant dès la naissance. Elle a également facilité l'accès à la contraception d'urgence dans les hôpitaux publics pour les victimes de viol, sans contrôle préalable de la police⁸.

L'avortement demeure cependant illégal au Brésil, sauf en cas de viol ou de menace claire pour la survie de la mère. Les femmes qui y ont recours peuvent être condamnées jusqu'à 3 ans de prison, et les médecins pratiquant l'acte jusqu'à 10 ans. Le ministère de la santé (Ministério da Saúde, 2009) estime que chaque année, environ 1 million de femmes auraient recours à un avortement clandestin, et parmi elles, 200.000 sont hospitalisées pour des cas d'infections ou de complications en découlant. Dilma s'est rétractée sur cette question lors de la campagne présidentielle de 2014 sous la pression de l'électorat évangéliste, et la dépénalisation ne figure plus dans le programme du PT.

Enfin, le premier mandat de Dilma a vu une semi reconnaissance du mariage gay par une décision judiciaire, que le PT a néanmoins refusé de transformer en loi, soumettant ainsi ce droit à l'interprétation de la jurisprudence par les juges de premières instances.

Le retour des hommes blancs ; un backlash conservateur ?

Ainsi tout n'était pas acquis sous le PT, mais il semblerait que son remplacement par un gouvernement d'hommes blancs ait conduit à une dégradation pour ce qui est des droits des femmes et des minorités. Les Ministères de politiques publiques pour les femmes, de l'inclusion raciale, et des droits de l'homme, ont été supprimés dès l'entrée en fonction de Michel Temer. Ces différents éléments relèveraient désormais de la compétence du Ministère

⁶ Loi Complémentaire n°150 : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/LCP/Lcp150.htm

⁷ Loi n° 11340 : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ato2004-2006/2006/lei/111340.htm

⁸ Loi n° 12845 : <http://legis.senado.leg.br/legislacao/ListaTextoIntegral.action?id=247279&norma=266868>

de la justice et de la citoyenneté, dirigé par Alexandre de Moraes. Sa gestion du dispositif policier lors des mouvements étudiants de 2015 à São Paulo a été très discutée, et qualifiée par certains de répression⁹. Moraes est également en charge de la démarcation des terres indigènes, et a suggéré qu'il reviendrait sur les dernières homologations faites « à la hâte » par la présidente¹⁰.

Deux ministres, Ronaldo Nogueira au travail, et Marcos Pereira au développement, sont des pasteurs de l'église Evangélique¹¹. Bien que le Brésil soit un pays laïc, il existe à l'assemblée nationale un groupe de 69 parlementaires évangéliques (sur un total de 513 élus). La *bancada evangélica* s'est démarquée ces dernières années par ses positions conservatrices, voire réactionnaires. Le groupe a notamment proposé de légaliser la thérapie gay (*cura gay*), une méthode censée « soigner » les personnes de leur homosexualité. Eduardo Cunha¹², alors président de la chambre et membre du groupe évangélique, a porté le projet de loi dit de « l'enfant à naître ». Ce projet prévoit l'interdiction totale de l'avortement, et propose qu'en cas de viol, le « père » verse une pension alimentaire jusqu'aux 18 ans de l'enfant. Vivement critiqué par les mouvements féministes, cette mesure forcerait la victime à reconnaître son agresseur comme « père », à porter son enfant, et à avoir un lien avec lui pendant au moins 18 ans ! En plus de soulever des questions pratiques, car si l'agresseur était jugé et emprisonné, comment pourrait-il verser une pension alimentaire ? à moins que la pénalisation du viol ne disparaisse...

En défense de son projet, Cunha a affirmé que l'avortement et les méthodes contraceptives étaient « un complot américain pour contrôler la population brésilienne », et que les féministes qui le défendent sont les idiots utiles des intérêts impérialistes¹³. Au-delà du caractère fantasque et sexiste de ces déclarations, il est intéressant de rappeler que les églises évangéliques puisent l'essentiel de leurs financements... aux Etats-Unis.

Romero Jucá, nommé au Ministère du budget, était rapporteur de la loi sur le travail domestique au sénat. En désaccord systématique avec les syndicats des travailleuses domestiques, il a obtenu des garanties importantes pour les employeurs, dont la très contestée « banque d'heures supplémentaires »¹⁴. Ce système permet à l'employeur de stocker les

⁹ Rossi, M. (2015) « Repressão de Aleckmin inaugura a nova fase da reorganização escolar », in *El Pais*, publié en ligne le 03/12/2015 :

http://brasil.elpais.com/brasil/2015/12/02/politica/1449081055_661574.html

¹⁰ Barros, C. (2016) « A tensão indígena com a gestão Temer », in *El Pais*, publié en ligne le 22/05/2016 : http://brasil.elpais.com/brasil/2016/05/21/politica/1463864670_330401.html

¹¹ Ruffato, L. (2016) « Temer inaugura a república evangélica », in *El Pais*, publié en ligne le 08/06/2016: http://brasil.elpais.com/brasil/2016/06/08/opinion/1465385098_545583.html

¹² Cunha est l'un des principaux acteurs du coup. Il a soumis au vote du parlement l'ouverture de la procédure d'impeachment après avoir perdu un vote au conseil d'éthique. Certains ont évoqué ainsi un vote de vengeance contre le PT. Cunha a été démis de ses fonctions peu de temps après l'ouverture de l'impeachment, rattrapé par les scandales judiciaires et les accusations de corruption.

¹³ Schreiber, M. (2015) « A polêmica tese de Cunha contra aborto: 'Atende a interesses super-capitalistas' », in *BBC Brasil*, publié en ligne le 26/10/2015 :

http://www.bbc.com/portuguese/noticias/2015/10/151026_cunha_aborto_ms_rb

¹⁴ Pour plus de détails sur les désaccords entre Jucá et les syndicats des travailleuses domestiques voir par exemple : <http://agenciabrasil.ebc.com.br/politica/noticia/2014-11/para-domesticos-pec-e-mais->

heures supplémentaires effectuées par ses employés domestiques durant la première année de service. En cas de licenciement ou de démission dans les 12 premiers mois, il récupère l'intégralité des heures, ne devant ainsi jamais les reverser aux employés. Jucá est par ailleurs accusé par les mouvements indigènes de participer à l'exploitation illégale de l'or sur les terres Yanomami, et est auteur d'un projet de loi visant à faciliter l'extraction minière sur ces terres¹⁵. Il est soupçonné d'avoir œuvré à la destitution de la président afin de stopper l'enquête sur le scandale de corruption au sein de l'entreprise pétrolière nationale, et est « mis en réserve » depuis le 24 mai¹⁶.

La semaine de l'impeachment/coup d'état a aussi été marquée par la très controversée collaboration d'Alexandre Frota, un acteur de films pornographiques, avec le ministère de l'éducation. Appelé en tant que membre de la société civile (bien que personne ne sache à quel titre), Frota propose notamment la suppression des quotas pour les candidats noirs et indigènes à l'université, l'interdiction de « l'idéologie du genre » à l'école, et la substitution de l'enseignement de la sociologie et de la philosophie au lycée par l'enseignement religieux¹⁷. Au-delà de la question de ses compétences en matière d'éducation, l'acteur s'était vanté d'avoir violé une *mãe de santo* (équivalent d'une prêtresse dans le Candomblé, une religion afro-brésilienne), devant un public hilare, lors d'une émission en direct à la télévision en 2015¹⁸. Cette déclaration n'a donné suite à aucune enquête ou poursuite judiciaire. Tragique coïncidence, sa participation au ministère est intervenue à peine quelques jours avant le viol collectif d'une adolescente de 16 ans à Rio de Janeiro¹⁹...

Austérité, précarité et féminisation de la pauvreté

Le gouvernement intérimaire s'est engagé à mettre en œuvre des mesures de réduction budgétaire et de flexibilisation du marché du travail. De nombreuses chercheuses féministes ont démontré les effets négatifs de l'austérité et des plans d'ajustements structurels sur les femmes (Acker, 2004; Assunção, 2013; Bellone Hite & Viterna, 2005; Gutiérrez-Rodríguez, 2013; Perrons, 2010; Sassen, 2008). En Amérique Latine, les femmes ont « absorbé » les chocs économiques des années 1990, et leur présence sur le marché du travail s'est maintenue au prix d'une flexibilisation et d'une précarisation accrue. Les baisses de financements dans

[importante-que-reducao-da-aliquota-do-inss](http://www.jornalgrandebahia.com.br/2015/05/apos-aprovacao-do-senado-federacao-nacional-das-trabalhadoras-domesticas-avalia-que-pec-prejudica-mais-do-que-ajuda/), ou <http://www.jornalgrandebahia.com.br/2015/05/apos-aprovacao-do-senado-federacao-nacional-das-trabalhadoras-domesticas-avalia-que-pec-prejudica-mais-do-que-ajuda/>

¹⁵ Milanez, F. (2016) « Relatora da ONU critica governo interino e alerta para etnocídio », in *Carta Capital*, publié en ligne le 17/05/2016 : <http://www.cartacapital.com.br/sociedade/relatora-da-onu-critica-governo-interino-e-alerta-para-etnocidio>

¹⁶ France 24, le 24/05/2016 : <http://www.france24.com/fr/20160524-scandale-petrobras-ministre-planification-romero-juca-bresil-demission-destitution-dilma-ro>

¹⁷ Oliveira, J. (2016) « Conheça as sugestões de Alexandre Frota para o Ministério da Educação », in *Folha Brasil*, publié en ligne le 25/05/2016 : <http://afolhabrasil.com.br/politica/conheca-as-sugestoes-de-alexandre-frota-para-o-ministerio-da-educacao/>

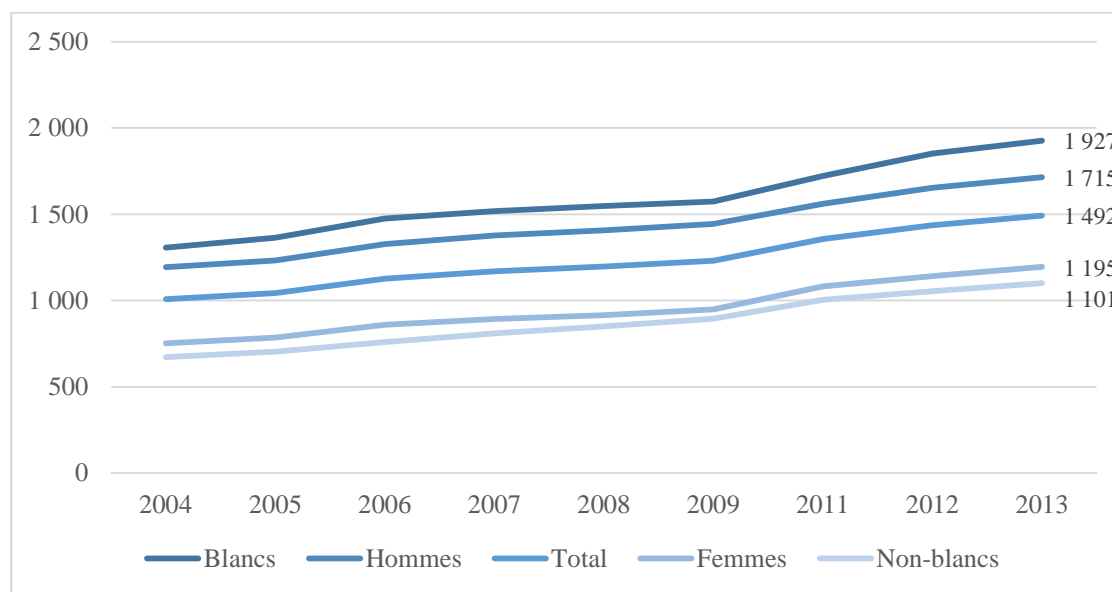
¹⁸ Je fais le choix de ne pas reproduire ici le lien de la vidéo, qui est en substance une apologie du viol. Mais une recherche en ligne avec le nom de l'acteur permet de la localiser facilement.

¹⁹ Gatinois, C. (2016) « Un viol collectif à Rio met le Brésil en émoi », in *Le Monde*, publié en ligne le 27/05/2016 : http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/05/27/un-viol-collectif-a-rio-met-le-bresil-en-emoi_4928043_3222.html

les services publics, notamment de la santé et de la petite enfance, s'accompagnent d'une augmentation du travail domestique non rémunéré pour les femmes les plus pauvres (Bellone Hite & Viterna, 2005). Les réformes néolibérales de Cardoso au Brésil ont conduit à une augmentation drastique du chômage, ainsi que du travail informel qui est passé de 36% de l'emploi total en 1990 à 49% en 1999 (Novelli & Galvão, 2001).

De même, les réformes économiques prévues par le gouvernement intérimaire pourraient avoir des conséquences négatives sur les conditions de vie des travailleurs les plus pauvres – les femmes et les noirs.

Figure 1: Evolution des salaires par genre et race/ethnicité au Brésil, 2004-2013



Source : IBGE-PNAD, 2013

Salaires moyens calculés pour l'occupation principale seulement, en termes absolus, et en Reals.

La participation croissante des femmes sur le marché du travail depuis les années 1960 s'est principalement concentrée dans les secteurs des services aux entreprises, les services de santé et d'éducation, et le travail domestique (Lovell, 2006). Bruschini (2007) note une polarisation entre femmes blanches et femmes noires ; bien que les deux catégories soient plus actives, le secteur principal d'activité pour les femmes noires demeure l'emploi domestique, tandis que les femmes blanches ont pu accéder à des professions plus qualifiées, et ainsi obtenir un salaire plus élevé. En 2013, 22% des femmes noires actives travaillaient comme employées domestiques (IBGE, 2013). Tout changement ou retard dans l'application de la loi de 2015 aura des conséquences directes sur cette catégorie de travailleuses.

Le gouvernement Temer a également annoncé une réforme du travail qui pourrait remettre en cause certains droits garantis par le code du travail brésilien²⁰. Le projet de loi propose par exemple une inversion des normes, afin de donner la primauté aux accords collectifs sur la loi, ce qui avait déjà tenté dans les années 1990 par le gouvernement de Cardoso (French, 2004). Si cette mesure était adoptée, elle affecterait en particulier les secteurs les plus féminisés, comme le textile et l'emploi domestique. Ces secteurs d'activité sont caractérisés par le travail informel, et des faibles taux de syndicalisation ; ce qui laisse peu de marge de manœuvre aux travailleurs contre les organisations patronales.

La réforme prévoit aussi un allongement de l'âge du départ à la retraite, ainsi que l'introduction d'un âge minimum pour les départs pour « temps de service ». Actuellement un travailleur peut partir à la retraite soit pour « temps de service » s'il/elle a cotisé 30 ans indépendamment de son âge, ou bien pour « âge », à partir de 50 ans pour les femmes et 55 ans pour les hommes. Cette mesure nuirait aux travailleurs les plus pauvres, notamment les travailleuses domestiques ou les travailleurs ruraux, qui entrent souvent sur le marché du travail avant 16 ans et exercent dans des conditions physiques particulièrement difficiles.

Temer propose par ailleurs d'interdire le cumul de la retraite avec d'autres pensions, par exemple les pensions pour décès ou pour conjoint incarcéré. Or 56% des bénéficiaires de la sécurité sociale sont des femmes, et les deux postes de dépenses principaux sont les retraites et les pensions pour décès. Les pensions pour décès sont perçues dans 90% des cas par des femmes, représentant en 2015 un total de 5.9 millions de veuves²¹. Pour les femmes aux faibles revenus, et chefs de famille, ces compléments sont particulièrement importants, et peuvent s'avérer vitaux dans une période de contraction de l'emploi.

Conclusion

Le coup d'Etat/impeachment au Brésil soulève de nombreuses questions sur le fonctionnement de la démocratie et la légitimité des gouvernements. Un des éléments marquant du processus a été le remplacement d'une présidente femme et d'un gouvernement relativement mixte par un groupe d'hommes blancs aisés. Cet article suggère qu'il ne s'agit pas là uniquement d'une question symbolique, mais bien d'une question de représentativité, aussi bien « descriptive » que « substantive ». En effet, lorsque les postes de pouvoir sont détenus par un groupe non représentatif de la population, cela révèle d'une part des barrières structurelles au sein de la société, et amène d'autre part au risque de produire des politiques publiques contraires aux intérêts d'une partie importante de l'électorat.

Dans le cas Brésilien, on constate un changement de priorité en défaveur des femmes et des minorités. En quelques semaines, le gouvernement intérimaire a mis en danger le droit des

²⁰ Voir les dépêches du site *Congresso em foco* :

<http://congressoemfoco.uol.com.br/opiniao/colunistas/historico-e-ameaca-de-nova-reforma-da-previdencia/>, ou <http://congressoemfoco.uol.com.br/noticias/governo-temer-estuda-proposta-de-reforma-trabalhista/>

²¹ Prates, C. (2016) « Mulheres são maioria na Previdência Social do País », in A Tribuna, publié en ligne le 06/03/2016 : <http://www.atribuna.com.br/noticias/noticias-detalle/economia/mulheres-sao-maioria-na-previdencia-social-do-pais/?cHash=e78c22dcb6460ce1445a53b74020d2e8>

femmes à disposer de leur corps et à vivre en sûreté, menacé leur accès à la retraite et à certaines aides sociales, entravé le processus de redistribution des terres indigènes, et planifié une réforme du travail qui pourrait se traduire par une précarisation accrue des travailleurs noirs et des femmes.

Cette brève évaluation des actions du gouvernement intérimaire permet également de souligner que les politiques publiques ont des effets transversaux, et que les segments de la population les plus fragilisés souffrent les répercussions de politiques publiques plus larges que celles liées directement à leurs « intérêts spécifiques ». Il est donc crucial de regarder simultanément les effets de genre, race et classe des différentes mesures que proposent nos représentants pour comprendre les multiples formes d'inégalités sociales.

Références

- Acker, J. (2004). Gender, Capitalism and Globalization. *Critical Sociology*, 30(1), 17-41.
- Assunção, D. (2013). *A Precarização Tem Rosto de Mulher*. São Paulo: Edições Iskra
- Banducci, S. A., Donovan, T., & Karp, J. A. (2004). Minority Representation, Empowerment, and Participation. *Journal of Politics*, 66(2), 534-556.
- Bellone Hite, A., & Viterna, J. S. (2005). Gendering Class in Latin America: How Women Effect and Experience Change in the Class Structure. *Latin American Research Review*, 40(2), 50-82.
- Bruschini, M. C. A. (2007). Work and gender in Brazil in the last ten years. *Cadernos de Pesquisa*, 37(132).
- Campello, T., & Côrtes Neri, M. (2014). *Programa Bolsa Família : uma década de inclusão e cidadania*. Brasília: Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada
- Cervi, E. (2013). Ações afirmativas no vestibular da UFPR entre 2005 a 2012: de política afirmativa racial a política afirmativa de gênero. *Revista Brasileira de Ciência Política*, 11, 63.
- Devlin, C., & Elgie, R. (2008). The Effect of Increased Women's Representation in Parliament: The Case of Rwanda. *Parliamentary Affairs*, 61(2), 237-254.
- DIEESE. (2013). *O Emprego Doméstico no Brasil*. São Paulo: DIEESE
- French, J. D. (2004). *Drowning in Laws: Labor Law and Brazilian Political Culture*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press
- Gutiérrez-Rodríguez, E. (2013). The Precarity of Feminisation: on Domestic Work, Heteronormativity and the Coloniality of Labour. *International Journal of Politics, Culture and Society*, 27, 191-202.
- Htun, M. (2004). From "racial democracy" to affirmative action: Changing state policy on race in Brazil. *Latin American Research Review*, 39(1), 60-89.
- IBGE. (2013). *Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios (PNAD)*. São Paulo: IBGE
- IPEA. (2014). *Retrato das desigualdades de gênero e raça*. Brasília: IPEA
- Lovell, P. A. (2006). Race, gender, and work in São Paulo, Brazil, 1960-2000. *Latin American Research Review*, 41(3), 63-87.
- Ministério da Saúde. (2009). *Aborto e Saúde Pública no Brasil - 20 anos*. Brasília: Ministério da Saúde
- Moehlecke, S. (2002). Ação afirmativa: História e debates no Brasil. *Cadernos de Pesquisa* (117), 197-217.
- Novelli, J. M. N., & Galvão, A. (2001). The Political Economy of Neoliberalism in Brazil in the

1990s. *International Journal of Political Economy*, 31(4), 3-52.

Pereira, A. W. (2015). Bolsa Família and democracy in Brazil. *Third World Quarterly*, 36(9), 1682-1699.

Perrons, D. (2010). Gender, work and 'market' values. *Renewal : a Journal of Labour Politics*, 18(1/2), 34-42.

Phillips, A. (1998). The Politics of Presence. *Oxford Scholarship Online*, 1-26.

Sassen, S. (2008). Two stops in today's new global geographies: Shaping novel labor supplies and employment regimes. *American Behavioral Scientist*, 52(3), 457-496.

Schwindt-Bayer, L. A., & Mishler, W. (2005). An Integrated Model of Women's Representation. *Journal of Politics*, 67(2), 407-428.

Traldi, D., & Almeida, L. (2012). Políticas públicas de transferência de renda e a questão da segurança alimentar dos beneficiários: efetividades e entraves do Programa Bolsa Família. *Política & Sociedade*, 11(21), 137-171.

Wängnerud, L. (2000). Testing the Politics of Presence: Women's Representation in the Swedish Riksdag. *Scandinavian Political Studies*, 23(1), 67-91.

Wylde, C. (2012). *Latin America after neoliberalism : developmental regimes in post-crisis states*: Basingstoke: Palgrave Macmillan.